

Chapitre/Chapter 8

À LA RECHERCHE DE L'ÉMIR AFGHAN : Anti-impérialistes et islamistes dans la « Lutte contre la guerre »

Yves Santamaria

À l'aube de la guerre froide, alors que le PCF appelait à un large rassemblement « contre l'impérialisme américain, pour la défense de la paix¹ », fleurit dans les milieux dirigeants du mouvement communiste international la référence à l' « émir afghan ». Ce chef politico-religieux célébré par Lénine pour son combat contre l'impérialisme britannique avait en effet été remis à l'honneur à l'automne 1947 par Andréï Jdanov lors de son discours de conclusion à la conférence de fondation du Kominform à Sklarska Poreba, dans la partie de son intervention destinée à Jacques Duclos². L'apologue était censé incarner la relativité, aux yeux des marxistes, des concepts destinés à caractériser les forces politiques : en dépit du caractère obscurantiste du régime incarné par l'émir en question, l'action de ce dernier contre les forces de sa Gracieuse majesté, en la circonstance, relevait « objectivement, plus du combat révolutionnaire que celui de démocrates ou de "révolutionnaires" comme Renaudel et C^{ie} qui agissaient en soutien de l'Impérialisme ». La mise en garde tombait sur un public familiarisé avec ce type de paradoxes, déjà amplement mis à profit dans la grande tradition national-révolutionnaire. Les militants chevronnés étaient endurcis face aux attaques de ceux qui reprochaient au Komintern d'être peu regardant dans la question des alliés, fascisants (Schlageter³), « féodaux » (Abd el Krim⁴) ou « esclavagistes » (Haïlé Sélassié). Cet épisode nous est revenu à l'esprit lorsque, au début du XXI^e siècle, les développements de la politique américaine au Proche-orient ont suscité l'émergence de fronts auto-dénommés « anti-guerre ». À l'intérieur de ces coalitions, le camp anti-impérialiste a du côtoyer, de plus ou moins bonne grâce, des courants islamistes qui, chaque fois qu'ils ont été en mesure de le faire (en Algérie comme ailleurs), ont réservé un sort tragique à des hommes et des femmes dont les références marxisantes étaient assimilées à une trahison envers *l'Umma*. Il est vrai que la culture anti-impérialiste a appris, de longue et douloureuse mémoire, de la Turquie à la Syrie, en passant par l'Égypte et l'Irak, à détourner le regard des militants d'extrême-gauche torturés et exécutés par des régimes objectivement situés dans le bon camp du *Kriegspiel* planétaire. Rares encore sont ceux qui, à l'instar de Vladimir Ilich Ramirez dit Carlos, voient dans la fécondation réciproque de l'islamisme et du communisme le moyen de susciter le déferlement de cette "barbarie positive"⁵ chère à Toni Negri et à laquelle les systèmes occidentaux capitalistes ne pourront survivre.

¹ Décisions du Bureau politique, Archives du Parti communiste français, 6 novembre 1947

² PROCACCI (G. et al.) *The Cominform. Minutes of the three conferences 1947/1948/1949*, Milan, Annali XXX, Feltrinelli, 1994 (Fondation Feltrinelli / Russian Center of Conservation and Study of Records for Modern History), p. 353

³ Sur la convergence tactique avec l'extrême-droite allemande pendant l'occupation de la Ruhr (1923), cf. l'ouvrage fondamental de DUPEUX (Louis), *National-bolchévisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Honoré Champion, 1979

⁴ OVED (Georges), *La gauche française et le nationalisme marocain, 1905-1955*, L'Harmattan, 1984.

⁵ Cf. Yolène Dilas-Rocherieux, "Le néocommunisme de Toni Negri", in *Communisme*, n° 72-73, 4^{ème} trimestre 2002 et 1^{er} trimestre 2003, p. 173-182.

En 2003, donc, lors de l'intervention décidée par George Bush contre le régime de Saddam Hussein, les défilés français furent estampillés par les médias comme *pacifistes*, sans provoquer de réaction indignée de leurs organisateurs. Puissamment encadrés par les organisations de gauche, ils se caractérisèrent par une tonalité internationaliste particulière. Autant que George Bush, le premier ministre israélien Ariel Sharon fut plus particulièrement la cible des manifestants. Parmi les plus bruyants, certains groupes arborant des références islamiques ne prirent pas toujours la peine (au grand dam de la gauche de gouvernement...) de respecter la distinction entre antisionisme et antisémitisme. Beaucoup plus que lors de la première guerre du Golfe (pour ne pas parler de celle de Bosnie), la présence musulmane dans les cortèges en solidarité avec la Palestine (ou, plus discrètement, avec le régime irakien) concourait à donner à la rue française une dimension dont il reviendrait d'apprécier la singularité par une étude comparative plus poussée des manifestations européennes. Les organisations se réclamant de la référence coranique étaient en tout cas, comme de juste, les dernières à minimiser la signification de leur présence, à l'image de l'Union des organisations islamiques de France dont le secrétaire général, Fouad Alaoui, expliquait que « Plus la France ira loin dans la logique d'opposition, plus la situation s'apaisera ici »⁶.

Que l'on caractérise cette composante du front anti-guerre sous l'appellation « banlieues » ou « jeunesse d'origine maghrébine », il devenait patent qu'elle tenait un créneau original avec lequel les décideurs devaient compter. Le fait était désormais avéré y compris aux yeux de personnalités aussi mal disposées vis-à-vis de l'UOIF que le président de SOS-racisme Malek Boutih. Celui-ci, en effet, au lendemain d'une manifestation contre la guerre américaine particulièrement riche en débordements antisémites, affichait envers et contre tout son optimisme : « La position de la France sur le plan international a été un accélérateur de l'intégration républicaine ». Ce qui revenait à admettre qu'une position différente était de nature à remettre en cause ladite cohésion, en raison du tropisme « pro-arabe » d'une partie de la communauté nationale. Le dirigeant antiraciste parlait d'expérience, puisque son organisation avait été sujette à de vives tensions lors de la première guerre du Golfe. Ces divergences, qui avaient été rapidement identifiées par les intéressés en termes communautaires (« Feujis » contre « rebeus »⁷), aboutirent au départ de nombre de ses parrains médiatiques (Bernard Henri-Lévy) et plus particulièrement de ceux qui étaient proches de l'Élysée (Pierre Bergé). François Mitterrand s'était montré, tout au long de la crise, soucieux de l'importance de ce front intérieur. Il avait multiplié les signes de prise en compte des spécificités culturelles, et notamment en proscrivant une présence militaire « mécréante » sur le sol sacré d'Arabie saoudite⁸, retenant en définitive la solution du pré-positionnement de troupes et d'hélicoptères à bord d'un porte-avions. Le chef de l'État avait mis en place un dispositif autorisant un suivi quotidien de la « communauté musulmane », et notamment via l'opération « le téléphone sonne » sur Radio Beur⁹. Il est vrai que les musulmans se singularisent par leur réserve vis-à-vis de la ligne de conduite adoptée par la France : en janvier 1991, ils sont 68% à désapprouver l'intervention militaire alliée alors que celle-ci rencontre l'aval de 75% de l'ensemble des Français. Et en dépit de la participation de nombreux États du Proche-Orient à la

⁶ CHEMIN (Ariane), « Les banlieues et l'antisémitisme », *Le Monde*, 28 mars 2003.

⁷ En verlan : juifs et arabes (*rebeu* étant lui-même une réfection de *beur*)

⁸ On sait que la dénonciation de cette « souillure » fera partie des griefs inlassablement rappelés par Oussama Ben Laden.

⁹ Témoignage de Jean-François Bureau, conseiller à la présidence de la République, in LA BALME (Natalie), *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Autrement, 2002, p. 64.

coalition, ils sont 50% à penser que cette guerre oppose l'Occident au monde arabe. Les craintes d'un embrasement des banlieues étaient perceptibles dans certains cabinets ministériels et les autorités firent preuve d'un sentiment de soulagement à l'issue des opérations. Sans doute, quelques youyous accueillirent-ils, à Levallois comme à Colombes, l'annonce des frappes de missiles SCUD irakiens contre Israël. Mais dans l'ensemble, et en dépit de la position pro-irakienne adoptée par Yasser Arafat, la situation semblait justifier les remerciements adressés par le chef de l'État à la « communauté » musulmane ainsi que, dans le même mouvement, aux Juifs de France ainsi constitués en entité aussi homogène que la précédente.

Des études plus fines devront déterminer dans quelle mesure la première guerre du Golfe a pris de court un islamisme politique encore mal assuré dans l'hexagone. En 1989, en effet, l'UOIF commence tout juste à prendre en France le relais du rigoriste *Tabligh*, au moment même où, de l'autre côté de la Méditerranée, se constitue le Front islamique de salut. C'est d'ailleurs dans cette dernière décennie du siècle que les Français découvrent véritablement l'existence de mots tels que *ramadan* et que les concours de recrutement de professeurs d'histoire exigent désormais des futurs enseignants une connaissance minimale de ce qui est désormais la deuxième religion de France. Cette visibilité de l'islam en France devient dès lors une composante stable de toute réflexion géopolitique et éclaire la décision des pouvoirs publics de contribuer à l'émergence d'un néo-gallicanisme musulman. Dès lors la mise sur pied du Conseil français du culte musulman répondait pour une part non négligeable à un souci de nationalisation. Cette préoccupation se prévalait fondamentalement du fait que, par-delà les ingérences étrangères dans l'édification des lieux de culte, les populations concernées étaient perçues (sans que ce soit toujours formulé avec netteté) comme tiraillées entre des allégeances multiples. Classique, la question s'était d'ailleurs déjà discrètement posée dans les dernières années du service militaire, lorsque les jeunes issus de l'immigration maghrébine pouvaient choisir de l'effectuer en Algérie¹⁰. Ainsi que l'exprimait le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy le 24 février 2003, « Dans le contexte international actuel », il était « naturel » pour le gouvernement de « se préoccuper de la façon dont allaient s'exprimer et réagir cinq millions de Français musulmans ». Ce poids était également électoral, et le socialiste Pascal Boniface fut l'objet du courroux de ses camarades pour avoir mentionné cet important paramètre lorsqu'il suggérait de la part de son parti un traitement plus approprié de la question palestinienne. Avec d'innombrables précautions, l'ensemble de la classe politique prenait d'autant plus soin de ne pas réactiver le mythe de la « cinquième colonne » et multipliait les déclarations sur ce « moment génial de l'histoire de France » (Jean-Louis Borloo) où les musulmans pouvaient se sentir en phase avec la mère-patrie. En phase, mais avec en bandoulière leur différence, puisque, en 2003, 62% des musulmans se déclarent « en faveur de l'Irak » contre, nous l'avons vu, 25% de l'ensemble des Français.

Crainte d'encourir le soupçon d' « islamophobie¹¹ » et souci de ne pas faire basculer des populations souvent peu pratiquantes dans les bras de l' « islamisme radical » se conjuguent à la simple ignorance (malgré l'inflation éditoriale...) pour transformer la question du lien entre appartenance à l'islam et positionnement du croyant en cas de

¹⁰ FRÉMEAUX (Jacques), *Le monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958*, PUF, 1995, p. 229.

¹¹ Pour une illustration saisissante de la vigilance anti-islamophobe, cf. la tribune publiée par *Le Monde* du 18 avril 2006 et dénonçant l'ouvrage de Caroline Fourest *La tentation obscurantiste*, Grasset, 2005, pour exploitation du « vieux fonds de commerce de la peur de l'autre ».

guerre en un sujet passablement embrouillé. Les pacifistes peinent, en dépit de l'esprit d'ouverture à l'autre qui les anime généralement, à dégager dans la tradition islamique des éléments transposables dans leur propre culture politique. Si la délivrance du Nobel de la paix à un représentant du bouddhisme s'intègre parfaitement à leur projet, une enquête sur les sources religieuses de la « culture de paix » fait ainsi apparaître l'extrême difficulté à trouver, dans l'histoire, des musulmans « qui aient proclamé que leur foi invitait à exclure toute violence de l'action publique »¹². Soucieux de ne pas privilégier une perception de l'islam à travers la seule grille du *jihâd*, force est néanmoins aux auteurs d'un *Que-sais-je ?* sur la non-violence de consacrer une place sept fois supérieure aux courants et personnalités affirmant avoir puisé leur inspiration pacifique dans l'Évangile. Ethnocentrisme ? Certains fidèles ne contribuent d'ailleurs pas à éclaircir le débat, à l'image de Tariq Ramadan, largement intronisé dans le rôle de porte-parole à la suite d'une stratégie médiatique exemplaire. Sous le parapluie idéologique de la *tawriya*¹³, le prédicateur suisse sème ainsi le doute (au nom de l'« objection de conscience », précisément) sur le bien-fondé de la participation d'un musulman à une guerre menée par le pays dont il est citoyen contre d'autres musulmans. Dans tous les cas, la légitimité du conflit doit être confirmée par les autorités religieuses, une conception sensiblement différente, du moins à l'époque contemporaine, de celle supposée régenter la levée de l'« impôt du sang » en démocratie. Tout ceci contribue à pousser à la hausse « la côte de la valeur "peur" associée à l'islam »¹⁴, et ce d'autant plus que, aux yeux des islamistes, la guerre est désormais partout. Au sein du monde musulman d'abord, où Dieu doit distinguer entre les siens et les renégats, mais aussi au sein du monde des croisés où, d'ores et déjà, les vrais croyants constituent des môles promis au développement. Internet aidant, s'abolit donc aux yeux de ces derniers la classique distinction géographique entre *dar el islam* (le domaine de l'islam) et *dar el harb* (le domaine de la guerre) qui avait compartimenté les représentations des croyants et de leurs adversaires (supposés ou réels) au cours des siècles¹⁵.

L'assaut mené le 11 septembre 2001 contre les USA matérialisa cette abolition. Peu d'opérations terroristes furent autant condamnées, les minutes de silence officielles étant d'ailleurs souvent détournées dans les établissements scolaires au profit d'une discussion sur le thème « deux poids deux mesures » (*quid* des Palestiniens, Rwandais etc.). D'autres encore privilégièrent la commémoration du 11 septembre qui, en 1973, avait vu les militaires chiliens jeter bas le gouvernement du socialiste Salvador Allende. Typique du pacifisme, le désir d'échapper au « bourrage de crâne » d'Union sacrée réunit une nouvelle fois des courants extrêmement divers qui trouvèrent l'oreille d'un vaste public, en France comme d'ailleurs en Allemagne. Islamistes et extrémistes de tout poil purent ainsi chercher refuge dans une gamme de postures déréalisantes, contestant la matérialité des faits ou alléguant de l'absence supposée de victimes juives dans les tours jumelles pour mieux réactiver, face à une actualité jugée contrariante, les figures du complot de leur choix. Le Mossad israélien retrouva donc dans cet imaginaire, en la circonstance, une place que nul ne songea jamais à lui disputer. Chez ceux (les plus nombreux) qui ne cédèrent pas à la tentation négationniste, le sentiment

¹² MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *La non-violence*, PUF/Que-sais-je ?, 1994, p. 31

¹³ « Dissimulation », « double sens », licite lorsque le musulman est en situation de faiblesse face à l'infidèle.

¹⁴ BERNARD (Philippe), « Tariq Ramadan sous le feu croisé de deux livres », *Le Monde*, 13 novembre 2004

¹⁵ KEPEL (G.), *Fitna*, *op. cit.*, p. 19.

d'indignation et de compassion fut souvent assorti de l'invitation faite aux Américains à « s'interroger sur le rejet dont ils sont l'objet »¹⁶.

Ce rejet trouva bientôt à se manifester lorsque la réaction américaine au 11 septembre prit la forme de l'éradication du régime des Talibans. À vrai dire, les huées soulevées dans le public de la fête de l'*Humanité*, au lendemain de l'attentat, par un appel de Robert Hue à la solidarité envers les Américains avaient amplement démontré que l'événement n'avait guère entamé la vigilance anti-impérialiste. Les bombardements sur l'Afghanistan furent donc, quelques semaines plus tard, l'occasion d'une nouvelle mobilisation mettant sur le même plan le « terrorisme d'État » de Bush et celui de Ben Laden. Il semble d'ailleurs que certains à gauche aient sous-estimé dans l'affaire le sentiment anti-américain. Robert Hue dut en revenir rapidement à un discours anti-barbarie aérienne déjà rodé à l'occasion de la première guerre du Golfe et des conflits balkaniques. Quant au patron de la CGT, Bernard Thibault, force lui fut de rallier (comme d'ailleurs la Fédération syndicale unitaire des enseignants) les initiatives anti-guerre sous la pression d'une base particulièrement remontée contre la machine de guerre US. Trotskystes et altermondialistes donnèrent le ton, avec le soutien du candidat vert aux élections présidentielles Noël Mamère, fraîchement défroqué du *battle-dress*¹⁷ qu'il avait revêtu aux temps du Kosovo. Tous campaient sur une position qui n'était pas sans emprunter à une rhétorique familière à ceux qui ont étudié l'argumentaire pacifiste des années trente : de même que Hitler était le symptôme d'un désordre économique inhérent à la crise du capitalisme, de même seule « la lutte contre la pauvreté et l'opacité des transactions financières » pouvait-elle assécher les bases du terrorisme. L'argument fut jugé peu convaincant par la mouvance nationale/républicaine. Avec Jean-Pierre Chevènement, et contrairement à ses engagements précédents, celle-ci ne jugea pas l'intervention américaine attentatoire à la souveraineté d'un État taliban considéré comme radicalement différent de l'Irak « laïque » ou d'une Serbie encore auréolée du prestige acquis aux temps du titisme.

La plupart des adversaires de l'intervention américaine rivalisaient dans la dénonciation du « terrorisme », sans pour autant avoir à se déterminer face à une menace directe sur le territoire national. La flambée constatée au cours des années quatre-vingt dix relevait essentiellement de l'exportation de la guerre civile algérienne et n'avait impliqué qu'à la marge un milieu islamiste hexagonal d'ailleurs embryonnaire à cette date. Tout en veillant à éviter l'amalgame avec les populations immigrées, les organisations les plus impliquées dans le combat anti-guerre semblaient s'accommoder d'une répression policière somme toute efficace. Dénonçant les atteintes aux libertés sur le sol américain, elles s'accommodent du professionnalisme discret des services compétents et d'une politique traditionnelle visant, à la différence de la Grande-Bretagne, à restreindre les possibilités d'utilisation de la France comme base arrière des dirigeants de l'islamisme radical international. Cette attitude est largement approuvée par une opinion établissant un lien fort entre diplomatie pro-palestinienne, attitude autonome par rapport aux USA et absence d'attentats sanglants sur le territoire national. L'attitude majoritaire face aux prises d'otages français en Irak, en 2004, est à cet égard symptomatique, et la différence de traitement de l'information par rapport aux otages d'autres nationalités ne relève pas, en la circonstance, du seul chauvinisme. Tout s'est passé en fait comme si les seules victimes françaises étaient « innocentes », puisque préservées par la juste politique de

¹⁶ NAÏR (Sami), point de vue publié par *Libération*, 25 septembre 2001.

¹⁷ Le dirigeant vert avait, lors du conflit du Kosovo, expliqué qu'il préférerait le port du *battle-dress* à celui de la tunique de Ponce-Pilate.

leur gouvernement¹⁸. Les islamistes, pour leur part, ne font pas mystère dans leur littérature de leur totale absence de distinction entre les diverses sous-espèces de « croisés » et la France a déjà été frappée à maintes reprises après le 11 septembre, notamment à travers une mission de techniciens de l'armement au Pakistan. Mais ils savent également (l'exercice de la terreur vaut aussi pour cela...) faire mine d'apprécier certaines formes de retenue occidentale, à l'image d'Oussama Ben Laden qui, dans un message adressé à la veille des élections américaines de novembre 2004, citait la Suède comme exemple à l'intention des Européens. Ils excellent désormais également dans la perturbation du jeu démocratique, comme ils ont su le prouver le 11 mars 2004 lorsqu'un carnage dans une gare madrilène fit basculer la majorité politique et précipita le départ des troupes espagnoles d'Irak. La réaction des médias français fut alors quasiment unanime : le « courageux » (il l'avait prouvé en 1936...°) peuple espagnol n'avait pas pu être motivé par la peur. Son attitude ne pouvait décemment s'expliquer que par la seule indignation face aux mensonges du gouvernement Aznar qui avait, dans un premier temps, incriminé l'organisation basque ETA.

Même si le dénouement comblait ses vœux, l'extrême-gauche pouvait difficilement assumer publiquement la forme d'action armée qui l'avait permise. L'opposition au « terrorisme » n'est pas en cause : chacun sait (ou devrait savoir) que chez les bolchéviques, seul le Parti est à même d'apprécier l'opportunité des méthodes. L'hommage rendu face aux Mur des Fédérés par Olivier Besancenot à Joëlle Aubron, décédée le 1^{er} mars 2006 et auteur d'un double assassinat aux temps d'Action directe, est là pour le rappeler. Accessoirement, tout un univers mental séparait de l'islamisme politique la mouvance qui, à la fin du siècle, troqua l'appellation « anti-mondialisation », suspecte de repli sur soi, pour mener son combat contre le libéralisme économique sous la bannière altermondialiste. Cette galaxie avait d'ailleurs veillé à baliser sa différence avec l'extrême-droite, au moment où celle-ci mettait en avant des principes tels que le droit à la différence culturelle ou le respect des équilibres environnementaux, via notamment des campagnes contre la « malbouffe » parallèles à celles engagées par un José Bové¹⁹. L'un des éléments discriminants opposés à tout contact avec des milieux caractérisés comme « fascistes » était précisément leur antilibéralisme culturel, manifeste dans les questions liées aux statuts des genres et aux préférences sexuelles. Ces garde-fous perdirent de leur efficacité lorsque les courants symbolisés par un Tariq Ramadan manifestèrent leur volonté d'être partie prenante du combat pour « un autre monde », et plus particulièrement à travers leur intégration au mouvement contre la « guerre permanente »²⁰ menée par l'« empire américain ». Il va sans dire que, à l'instar de l'adoption de la thématique pacifiste par le Mouvement communiste international, cette participation n'implique pas de modification du regard porté sur une nébuleuse qualifiée *in petto* chez certains islamistes de « traîne-savates de Porto Alegre »²¹. Un laisser-aller lexical qui n'est pas de mise chez Tariq Ramadan, toujours soucieux de conserver sa place dans le front anti-impérialiste, ainsi qu'il apparaît dans le dialogue parfois rugueux noué avec les altermondialistes.

¹⁸ Voir sur la différence de traitement réservée aux journalistes étrangers pris en otage par les médias français la prise de position du porte-parole de Reporters sans frontières, Robert Ménard, in *Le Monde*, 23 septembre 2004.

¹⁹ BOUMAZA (M.), « Des antimondialisation viscéraux ? », *op. cit.*

²⁰ *L'Empire de la guerre permanente. Etats-Unis et mondialisation*, ATTAC/Mille et une nuits, 2004

²¹ Site Qibla.com, janvier 2002. Cité par TRIBALAT (Michèle), « Islam et islamisme », in RIGOULOT (P.), TAUBMANN (M.), *op. cit.*, p. 342.

Chez ces derniers, et en dépit d'une gamme infinie de positionnements dont on pourra se faire une idée via le site de l'Observatoire des communautarismes²², il semble bien que la volonté d'instrumentalisation cohabite avec un certain nombre de prédispositions à la bienveillance, aisément explicables au prix d'un bref retour historique. Si les hommes ne connaissent pas l'histoire qu'ils font, le Parti possède les codes de lecture et la tradition bolchévique a, dès l'origine (on pense à l'apologie de la Guerre sainte au congrès de Bakou), compris l'extraordinaire potentiel anti-impérialiste résidant dans les frustrations arabo-musulmanes. On est là dans un paradigme familier aux états-majors qui possèdent la capacité à délivrer des brevets d'allié objectif. Même si les acteurs donnent un sens particulier à leurs actes, l'ingénieur ès-révolution sait donner à ces derniers leur dimension téléologique dans le grand récit de l'émancipation. À cet égard, on peut avancer que le front unique avec l'islamisme s'inscrit dans une tradition (ou une logique) du même ordre de celle qui avait conduit le Parti communiste français à soutenir le mouvement Poujade et, après 1968, les maoïstes à frayer avec Gérard Nicoud. Ou encore, pour en revenir à la « Lutte pour la paix », le même PCF à en appeler à l'unité avec l'extrême-droite contre la Communauté européenne de défense. Moins loin de nous, le label de progressisme décerné un temps aux vainqueurs de la *révolution* islamiste iranienne de 1978-1979 est là pour rappeler que la quête d'alliés se double souvent, à l'ère des masses, d'un bricolage tendant à valoriser, chez le partenaire de combat, les contiguïtés idéologiques plutôt qu'à mettre en exergue la seule construction d'un rapport de forces.

Sans doute, les temps ont-ils changé depuis la fin de la guerre froide. Si pour les néo-conservateurs américains, il était temps de siffler la fin de l'histoire, les islamistes prophétisaient au contraire une réédition de l'Âge d'or : après les Perses (*i.e.* les Soviétiques), venait désormais le tour des Byzantins²³. Et les logiques se frayèrent désormais leur chemin sur un champ politique quelque peu perturbé par l'ethnicisation des rapports sociaux. Dans ce contexte, l'émergence au plan européen de la mouvance altermondialiste comme acteur central des mobilisations anti-guerre devint manifeste depuis que les grands « forums sociaux » (et en particulier celui de Florence, en novembre 2002) scellèrent l'indissolubilité du combat pour la paix et de la lutte pour une planète émancipée de la nuisance néo-libérale. Lors de l'agonie du « socialisme réel », dès la fin des années quatre-vingt, des réseaux réorientant les énergies militantes contre les « seigneurs de peuples » (Renaud) du Fonds monétaire international dans un contexte (1989) où le Mur semblait devoir emporter dans sa chute l'utopie communiste²⁴. Une structure telle que le CEDETIM²⁵, directement issue du tiers-mondisme des années soixante et qui fut partie prenante de la fondation d'ATTAC, joua un rôle décisif. Elle apporta à ces initiatives le concours de ses experts (Manuel Bridier, Gus Massiah) et contribua à l'assimilation des techniques de mise en réseaux de la part

²² <http://www.communautarisme.net/> Dossier : « Extrême-gauche et altermondialistes face aux mouvements musulmans ».

²³ La référence renvoie aux exploits successifs des « cavaliers du prophète » qui, aux premiers temps de l'islam, s'en étaient pris avec succès, et l'une après l'autre, aux deux « superpuissances » qu'étaient l'Empire sassanide de Perse puis l'Empire byzantin. Cf KEPEL (Gilles), *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, p. 103.

²⁴ Cette perspective (développée par E. Agrikolianski, que nous suivons sur ce point) permet de restituer une certaine profondeur de champ à l'altermondialisme français, dont les acteurs préfèrent généralement dater l'acte de naissance du mouvement social de décembre 1995.

²⁵ Centre d'études et d'initiatives de solidarités internationales. Dans les années soixante, il jouait le rôle de commission internationale du Parti socialiste unifié..

de militants de formation bolchévique de culture fondamentalement centralisatrice. Le lien entre le combat pour la paix et la « solidarité avec les peuples » (une expression qui se substitue alors à « anti-impérialisme ») est alors clairement établi via la lutte contre « la dette du Tiers-monde » dont la clé principale réside, selon les animateurs de l'AITEC²⁶, dans le désarmement universel.

Entre les générations de la Guerre froide et la relève post-communiste, le pont fut assuré par la persistance depuis 1948 d'un nœud de tensions autour d'une question qui d'« israélo-arabe » était devenue « palestinienne ». Alors que les différentes organisations dans lesquelles s'étaient formés les cadres dirigeants altermondialistes s'étaient originellement opposées sur le principe même du droit à l'existence de l'État d'Israël, un fragile consensus semble alors s'établir en faveur du soutien d'une « cause palestinienne » identifiée, faute de mieux, à la direction de l'OLP et à son chef Yasser Arafat. Souvent floues quant aux modalités concrètes du futur « règlement négocié » et plus particulièrement évasives sur le « droit au retour » des Palestiniens, les analyses du conflit privilégiaient souvent la dimension victimaire. L'intervention militante prit une forme originale, à partir de 1995, lorsque furent organisées des « missions » d'« internationaux » chargées, dans les territoires en litige, de fonctions souvent assimilables à celles de « boucliers humains » et qui contribuèrent à leur échelle à dégrader un peu plus l'image (déjà peu avenante) d'Israël dans l'opinion publique française qui, comme l'ensemble des Européens, considérait désormais l'État hébreu comme le plus grand danger pour la paix mondiale.. Mais l'essentiel de l'activisme pro-palestinien conservait comme cadre le territoire national français, où il venait revitaliser l'antiaméricanisme traditionnel via la dénonciation du « lobby pro-israélien » censé régner à Washington.

On l'a dit, l'antisionisme n'allait pas –ses promoteurs en étaient conscients- sans risque de dérapage antisémite. Il tendait pour une part à établir des passerelles avec des milieux populaires issus de l'immigration peu touchés en règle générale par les associations altermondialistes, elles-même plutôt fréquentées par des éléments appartenant aux couches moyennes intellectuelles. En fait, *via* la place accordée (par exemple lors du Forum social européen de novembre 2003) à la mouvance UOIF/Ramadan, le contact se fit plutôt avec des diplômés musulmans qu'avec les secteurs les plus en butte à l'exclusion sociale. L'altermondialisme français se heurtait ici à une difficulté traditionnelle des pacifistes, chez lesquels la surreprésentation intellectuelle était une constante quasiment bicentenaire. En nouant des liens privilégiés avec des milieux qui, à gauche (et en particulier à SOS-racisme ou à la LICRA), ne faisaient pas l'unanimité, il s'engageait sur un terrain miné. Ce dont ne lui savaient même pas gré ses homologues internationaux, qui, lors du Forum européen de Londres reprochèrent violemment à Bernard Cassen de ne pas avoir réagi assez vivement contre la loi adoptée en 2004 sur les signes religieux à l'École, considérée comme discriminatoire à l'égard des musulmans.

Encore peu perçues à l'extérieur, ces ambiguïtés ne nuisent pas à l'image des altermondialistes dans l'opinion publique. Celle-ci, en effet, partage largement le « refus des guerres » dont elle fait un attribut caractéristique de l'extrême-gauche²⁷, et qui est lui-même largement tributaire d'un bouleversement anthropologique difficile à

²⁶ Association internationale des techniciens, experts et chercheurs

²⁷ Enquête CECOP/CSA, *Le Monde*, 30 novembre-1^{er} décembre 2003.

appréhender. Mais cette imprégnation culturelle est à double tranchant. Le refus de la violence physique s'est inscrit durablement dans le paysage culturel : il est palpable au printemps 2006 dans le désarroi de la jeunesse anti-CPE lorsqu'elle est confrontée à la question. Mais il peut s'avérer un obstacle à un « front unique » avec des forces qui se heurtent à forte partie lorsqu'elles entendent faire prévaloir l'équivalence islam/tolérance/paix. Sans doute, les oppositions existant sur la question de la guerre et de la paix chez les anti-guerre ne sauraient toutes –loin s'en faut- se ramener à l'attitude à avoir par rapport aux islamistes. D'autres facteurs interviennent, dans lesquels les héritages de la guerre froide continuent à plomber les débats, comme dans la traditionnelle opposition entre LICRA et MRAP, dont on oublie parfois qu'elle est précisément datée du crépuscule stalinien et qu'elle s'est développée à l'ombre des potences de Prague. Ainsi encore du positionnement par rapport à la notion d' « Europe-puissance », alors même que les trotskystes de la LCR –qui transfèrent sur cette notion leur haine du nationalisme- dénoncent dans la direction d'ATTAC une propension au « national-républicanisme ». Ce marqueur identitaire est d'autant plus stigmatisant qu'il est redoublé par l'étiquette « chevènementiste », accolée au duo Nikonoff-Cassen lors du départ de la direction du *Monde diplomatique* d'Alain Gresh et Dominique Vidal²⁸. Il n'en demeure pas moins que ces accusations recourent celles qui ont été formulées lors des débats sur le foulard islamisme puis sur les caricatures de Mahomet. La méfiance à l'égard des courants politico-confessionnels est le signe, selon certains trotskystes, d'un ethno-centrisme blanc, premier pas vers le néo-« molletisme ». Il faudrait ici détailler : les « lambertistes » (Parti des travailleurs), historiquement liés aux milieux laïcs, ne sont guère visibles sur la question. Alors que dans la LCR (où l'extra-européen Guevara a supplanté, selon Olivier Besancenot, le partisan des « Etats-Unis d'Europe » Léon Trotsky) la tactique prime (dans une certaine mesure) sur l'idéologie. On l'a bien vu lors, précisément, de l'affaire du foulard où l'antiracisme des jeunes s'est vainement opposé aux nécessités de l'accord électoral avec Lutte ouvrière, peu ouverte sur les questions du communautarisme.

Sans doute, le front commun des anti-impérialistes peut-il se ressouder à l'occasion de l'évocation de guerres passées. Ou plus exactement de certains conflits. Les aspects spectaculairement novateurs des formes de mobilisation ne peuvent en effet dispenser l'historien d'une enquête généalogique²⁹ faisant sa part aux reclassements militants et générationnels. Loin d'être le reflet immédiat d'une simple « société civile » dressée face au soft-totalitarisme des marchés financiers, les militants anti-guerre du début du XXI^e siècle se revendiquent eux-mêmes d'un héritage politique dans lequel, conformément à la loi du genre, ils exercent un droit d'inventaire en fonction des besoins du moment. C'est ainsi que pour ATTAC³⁰, il est légitime de faire référence à l'Appel de Stockholm en 1950, quitte à noter que le mouvement communiste avait

²⁸ « Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde diplomatique* et Dominique Vidal, rédacteur en chef adjoint, ont démissionné de leurs fonctions, opposés qu'ils étaient à l'engagement du mensuel en faveur de Jacques Nikonoff et Bernard Cassen dans les débats qui traversent Attac. L'inquiétude est grande de voir la mouvance chevènementiste et nationale-républicaine prendre le pouvoir au détriment de la tendance internationaliste, qui a pourtant assuré son succès » (*Rouge*, n° 2141, janvier 2006)

²⁹ Cf AGRIKOLIANSKI (Eric), « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », in *Les mobilisations altermondialistes*, *op. cit.*

³⁰ Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens, fondée en 1998 par un collectif d'associations, de revues et de personnalités et qui plaça à sa tête Bernard Cassen, directeur général du *Monde diplomatique*.

simplement « contribué » à son succès³¹, alors même qu'il s'agissait d'une création soviétique. Au contraire, la même brochure d'agitation sur le thème de la lutte anti-guerre juge superflu –sans préciser pourquoi– de « revenir à l'action des militants pacifistes à l'approche et au cours des deux guerres mondiales »³². Si l'on s'en tient au cadre français, la mémoire des diverses composantes altermondialistes est en effet peu homogène, voire même compatible, à commencer par ces deux traditions fortement présentes dans leurs milieux dirigeants que sont les matrices communiste orthodoxe (PCF) et trotskyste. Au contraire, l'anti-impérialisme fournit, à défaut de source fédératrice (la guerre d'Algérie n'a pas laissé les mêmes traces...), une base de repli commode, comme à chaque fois que la classe ouvrière du Vieux monde semble échapper à son destin révolutionnaire. Ainsi des débats mémoriels soulevés par la loi du 23 février 2005 sur les rapatriés, habilement transformée en symbole du révisionnisme colonial. Mais la montée des communautarismes ethniques n'a pas peu contribué à accroître les arrière-pensées dans le camp anti-guerre en matière d'alliances. Diffusé (notamment) sur Oumma.com, le manifeste des « Indigènes de la république » (janvier 2005), s'il fait de Dien-Bien-Phû une victoire des peuples opprimés (quitte à passer allègrement sur le sort des Vietnamiens ainsi libérés), n'en finit pas de soulever la perplexité chez ceux qui, comme Daniel Bensaïd³³, tiennent à conjuguer ethnicité « andalouse », attachement aux valeurs universelles et privilège conféré aux identités sociales dans l'analyse des rapports de force.

³¹ *L'empire de la guerre, op. cit.*, p. 171.

³² *Ibid.*

³³ Bensaïd (Daniel), *Fragments mécréants. Mythes identitaires et république imaginaire*, Lignes, 2005